



Monsieur Jean-Marie Runiga
Coordonnateur politique du M23
République démocratique du Congo

Paris et Kinshasa, le 19 octobre 2012

Concerne : Climat d'insécurité et menaces contre les journalistes

Monsieur le Coordonnateur,

Reporters sans frontières (RSF) et Journaliste en danger (JED), deux organisations de défense de la liberté de l'information, ont l'honneur de vous adresser la présente lettre, en votre qualité de chef du Mouvement armé dénommé "M23", pour vous exprimer leur vive inquiétude concernant le climat d'insécurité dans lequel travaillent les journalistes dans les territoires sous votre contrôle, notamment à Rutshuru, dans la province du Nord-Kivu.

Nos deux organisations tiennent surtout à attirer votre attention sur la responsabilité qui vous incombe d'assurer la sécurité des professionnels des médias dans l'exercice de leur fonction et de faire respecter la liberté de la presse et le droit à l'information dans les zones où vous opérez.

Dans ce cadre, RSF et JED dénoncent et désapprouvent les menaces proférées depuis quelques jours par des responsables de votre Mouvement contre des journalistes locaux et des correspondants de la presse étrangère.

Selon nos informations, **Jean-Baptiste Kambale**, directeur de la *Radio Communautaire Ushirika (RACOU)*, émettant à Rutshuru, un territoire sous contrôle du M23, situé à 75 kms de Goma (chef-lieu de la province du Nord-Kivu), fait l'objet d'un harcèlement suite à une série de reportages de la chaîne *TV5 Monde* montrant les exactions contre les populations civiles et autres violations des droits de l'homme commises par vos troupes. Le 25 septembre 2012, il a été vigoureusement interpellé par l'administrateur de ce territoire, M. Benjamin Sibomango, qui lui reproche d'avoir facilité le travail de l'équipe de *TV5 Monde*.

Il a par ailleurs reçu un appel de l'administrateur du territoire de Rutshuru qui lui a promis la mort en ces termes : *"Tu nous as amené les Blancs à Rutshuru pour nous critiquer. Tu sais que nous sommes rebelles. Pour nous, tuer quelqu'un est un petit problème"*.

Le lendemain, c'était au tour du porte-parole du M23, Vianney Kazarama, d'exprimer ouvertement son mécontentement à l'encontre du journaliste sur les informations

diffusées par la chaîne française, le considérant désormais comme un "ennemi" à la solde du pouvoir de Kinshasa chargé de ternir l'image de son Mouvement. M. Kazarama est encore revenu à la charge contre le journaliste, le 15 octobre 2012, en l'accusant de l'avoir piégé et d'avoir abusé de sa bonne foi.

En raison de toutes ces menaces directes, Jean-Baptiste Kambale vit désormais dans la clandestinité et craint pour sa vie et celle de sa famille.

Eu égard à ce qui précède, RSF et JED vous demandent de vous exprimer clairement en vous désolidarisant des propos et menaces proférés contre les journalistes et d'user de toutes vos prérogatives pour assurer la sécurité physique de Jean-Baptiste Kambale. Par extension, nous vous enjoignons de faire cesser tous les actes d'intimidation et de harcèlement à l'encontre des journalistes de la *RACOU*.

En tout état de cause, nos deux organisations tiendront le Mouvement armé "M23", dont vous êtes le chef, pour responsable de tout acte fâcheux qui pourrait arriver au journaliste et à ses proches.

Nous vous remercions, Monsieur le Coordonnateur, de bien vouloir prendre en compte notre requête.

Christophe Deloire,
Directeur général
Reporters sans frontières

Tshivis Tshivuadi,
Secrétaire général
Journaliste en danger